

RAPPORT ANNUEL

2015-2016

**Conseil des nominations à l'Ordre des métiers,
organisme provincial du gouvernement de l'Ontario**

Publié par :

Le Conseil des nominations à l'Ordre des métiers
400, avenue University, 10^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1T7

Se référer au présent document comme suit :

Conseil des nominations à l'Ordre des métiers (2015). *Rapport annuel 2015-2016*.
Toronto, Conseil des nominations à l'Ordre des métiers.

Conseil des nominations à l'Ordre des métiers

Table des matières

Message du Conseil	1
1.0 Mandat.....	2
2.0 La sixième année du Conseil.....	3
3.0 Activités – 2015-2016	5
Le Conseil	5
Sensibilisation.....	5
Nominations.....	7
Mesures du rendement.....	8
Exigences énoncées dans la directive.....	8
4.0 Finances	9
5.0 Annexes.....	10
Annexe A : Résumé des activités des exercices précédents.....	11
2014-2015.....	11
2013-2014.....	11
2012-2013.....	12
2011-2012.....	12
2010-2011 - Année de l'inauguration	12
Annexe B : Schéma du processus de nomination	13
Annexe C : Profil des membres du Conseil des nominations à l'Ordre des métiers..	14
Annexe D : Données sur les candidatures (en date du 31 mars 2016).....	17
Annexe E : Données sur les candidatures en fin d'exercice 2015-2016	18

Message du Conseil

Nous sommes heureux de présenter notre sixième rapport annuel. Comme l'exige la directive sur l'obligation de rendre compte des organismes, le rapport annuel 2015-2016 définit les activités exercées et les ressources employées pour exécuter notre mandat.

Le Conseil des nominations à l'Ordre des métiers (« Conseil ») a assisté à divers changements dans l'Ordre des métiers de l'Ontario (« Ordre ») et se prépare actuellement pour les prochaines étapes de son développement. Tim Armstrong, qui était président du Conseil depuis 2011, a quitté ses fonctions en décembre 2015 après plus de cinq années consacrées à diriger et à appuyer ses collègues du Conseil pour élaborer le premier cadre de travail et les systèmes de nomination des membres de conseils d'administration et des particuliers sur la liste des arbitres de l'Ordre.

En prévision de cette transition au cours de notre prochain exercice financier, le Conseil s'est attaché à préparer de nouveaux documents d'orientation et a examiné et mis à jour les systèmes et les procédures de recrutement et de sélection des candidats. À cette fin, il a notamment modifié le format d'origine de la candidature à la gouvernance de l'Ordre en s'éclairant des commentaires reçus et des leçons apprises depuis les premières nominations.

Durant l'exercice 2014-2015, nous avons reconnu la nécessité d'assumer la double obligation d'intégrer de nouveaux membres dans la structure de gouvernance tout en préservant à tout le moins les connaissances et l'expérience accumulées par certains titulaires dont le mandat maximal de six ans n'était pas encore parvenu à son terme.

Maintenant que nous sommes près de la première ronde de nominations pour une période (maximale) de six années consécutives à la structure de gouvernance, les efforts pour élargir et approfondir le bassin de recrutement doivent s'intensifier aussi. Pour ce faire, le Conseil a désigné un sous-comité de recrutement chargé d'examiner les canaux, les méthodes et l'intensité des activités qu'il faudrait éventuellement pour augmenter de manière considérable la fréquence des candidatures à la gouvernance. Un certain nombre de recommandations ont été adoptées, notamment la restructuration de notre site Web, la création d'une présence sur LinkedIn et l'intensification de la collaboration au recrutement avec l'Ordre.

Après avoir accueilli les nouveaux membres Karyn Brearley, Ian Howcroft et Teresa Weymouth, en mai 2015, le Conseil tient à souligner le départ, en mai 2016, des derniers membres à l'origine du Conseil : Patrick Dillon, Hugh Laird, Gail Smyth, Allan West et Norman Wolfson.

Nous tenons à remercier ces membres fondateurs pour leur profond engagement, ainsi que les anciens membres et les ex-présidents pour leur contribution aux activités du Conseil. En procédant aux nominations à la gouvernance qui permettent à l'Ordre d'exécuter au mieux son mandat, la deuxième génération du Conseil lègue aux prochaines générations des bases solides sur lesquelles construire et évoluer.

1.0 Mandat

Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage

Comme le prévoit l'article 63 de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* (« Loi »), le Conseil se compose d'un président et de huit autres membres¹ nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le mandat du Conseil, ainsi que le précise la Loi, consiste à nommer à l'Ordre :

- les membres du conseil d'administration;
- les membres des conseils sectoriels et des conseils de métier;
- et les membres figurant sur la liste des arbitres.

Le Conseil doit veiller à ce que les employeurs et les employés soient représentés en proportions égales au sein du conseil d'administration, des conseils sectoriels et des conseils de métier, tout en tenant compte de l'importance de refléter les caractéristiques démographiques suivantes dans l'ensemble de la structure de gouvernance de l'Ordre :

- la dualité francophone-anglophone de l'Ontario;
- la diversité de la population ontarienne;
- l'équilibre entre les sexes;
- la représentation des milieux syndicalisés et non syndicalisés ainsi que des petites, moyennes et grandes entreprises;
- les diverses régions géographiques de l'Ontario citées dans le règlement d'un conseil d'administration.

Le Conseil ne peut faire des nominations qu'aux postes qui s'ouvrent après l'expiration d'un mandat, la démission ou la radiation d'un titulaire ou la création par l'Ordre, conformément à la Loi, d'un nouveau poste, par exemple au sein d'un conseil de métier. Le Conseil s'attend à être informé par l'Ordre de la démission ou du départ des membres qui quittent la structure de gouvernance, de la taille des conseils de métier et des regroupements de métiers.

¹ Voir l'annexe C : Profil des membres du Conseil des nominations à l'Ordre des métiers

2.0 La sixième année du Conseil

En 2015-2016, le Conseil a fait ou renouvelé, au total, 146 nominations. À la fin de l'exercice, 364 postes avaient été pourvus de part et d'autre des conseils d'administration, des conseils sectoriels, des conseils de métier et sur la liste des arbitres, ce qui représente le plus grand nombre de nominations actives à ce jour.

L'exercice 2015-2016 a été ponctué de plusieurs événements importants pour le Conseil, dont un certain nombre de changements et un événement précurseur pour les années à venir. Le Conseil a accueilli trois nouveaux membres, Karyn Brearley, Ian Howcroft et Teresa Weymouth (dont les courtes biographies sont présentées à l'*Annexe C*), obtenant ainsi un effectif complet pour la majeure partie de l'exercice. Quant au président du Conseil, Tim Armstrong, il a quitté ses fonctions en décembre.

En mai 2016, le mandat et le service des cinq derniers membres à l'origine du Conseil arriveront à leur terme, après les six années consécutives autorisées par la Loi. En même temps que le dernier des membres à l'origine du Conseil aura atteint le nombre maximum d'années de service autorisé, de nombreux titulaires nommés à la structure de gouvernance de l'Ordre commenceront, en 2018, à rejoindre ce plateau. En prévision de cela, le Conseil a continué à améliorer ses activités de sensibilisation pour encourager les nouvelles candidatures aux conseils d'administration, aux conseils sectoriels, aux conseils de métier et à la liste des arbitres de l'Ordre.

L'un des événements importants de l'exercice a été « l'examen Dean ». Afin de favoriser le succès de l'Ordre et compte tenu de son mandat, l'Ontario a nommé l'ancien secrétaire du Conseil des ministres et chef de la fonction publique de l'Ontario, Tony Dean, pour examiner les principaux secteurs du système regroupant les métiers spécialisés de l'Ontario. Durant l'examen, l'Ordre a déclaré un moratoire sur les activités liées à l'arbitrage. Le Conseil a réagi en réduisant sa propre activité à l'égard des nominations d'arbitres.

Dans le droit fil des années précédentes, le Conseil est resté concentré sur l'élaboration de nouveaux processus et l'amélioration de ceux déjà établis pour mieux gérer et évaluer les candidatures et le renouvellement de la nomination des titulaires dont le mandat arrive à terme. Les activités de sensibilisation ont été largement ciblées au sein des organismes intéressés (associations, sociétés, syndicats et publications) qui avaient une relation étroite ou profonde avec le travail ou la formation des métiers. Dans les communications, on a voulu établir une liaison directe avec les particuliers en mettant à contribution les groupes susmentionnés, le bulletin de l'Ordre, l'interaction du personnel avec les personnes nommées à la structure de gouvernance, le site Web du Conseil, ainsi que la page et le profil LinkedIn nouvellement créés pour le Conseil.

La rétroaction reçue de différents intervenants, des candidats et à travers les observations formulées par le Conseil laissent supposer un besoin d'examiner la pratique selon laquelle nous exigeons que tous les candidats utilisent le même formulaire, sans égard au poste qu'ils briguent. À la fin de l'exercice, une restructuration du modèle de base a été approuvée, avec un formulaire de candidature adapté au conseil d'administration visé. Des formulaires de candidature

similaires pour les conseils sectoriels, les conseils de métier et la liste des arbitres seront mis au point au cours du prochain exercice, lorsque tous les nouveaux formulaires seront mis en œuvre. La rétroaction obtenue a également permis la restructuration complète du site Web du Conseil et une plus grande transparence grâce à un accès ajouté ou amélioré à l'information sur les postes vacants et les dates de fin du mandat lié à chaque nomination.

3.0 Activités – 2015-2016

Le Conseil

- Au début de 2015-2016, six des neuf postes ouverts au sein du Conseil ont été pourvus.
- En mai 2015, trois nouveaux membres ont été nommés, permettant au Conseil d'avoir un effectif complet.
- À la fin de l'exercice, il n'y avait qu'un poste ouvert au sein du Conseil.
- Le Conseil a convoqué sept réunions plénières, tandis que les sous-comités se sont réunis séparément pour discuter de questions sectorielles et des nominations.
- Voir la liste des membres du Conseil à l'*Annexe C*.

Sensibilisation

- Les principaux outils de recrutement en 2015-2016 sont restés les mêmes : le site Web du Conseil (noter la restructuration complète du site) et le dialogue avec l'Ordre pour examiner les méthodes que celui-ci pourrait employer pour aider le Conseil à étendre ses activités de sensibilisation. Le personnel de l'Ordre a travaillé avec les membres de la structure de gouvernance pour obtenir la participation de leurs collègues et de leur entourage et encourager les candidatures aux postes à pourvoir dans la structure de gouvernance de l'Ordre (par l'entremise du Conseil). Lors de leurs discussions, le Conseil et l'Ordre ont maintenu que l'Ordre pouvait utiliser ses voies de communication internes et son site Web pour annoncer les postes vacants dans la structure de gouvernance.
- Le Conseil a établi un sous-comité de sensibilisation pour examiner et recommander les activités de sensibilisation, ce qui a conduit à ce qui suit :
 - la restructuration complète du site Web, qui a facilité la recherche de renseignements essentiels (postes vacants et dates de fin du mandat lié à chaque nomination en cours) et permis une navigation intuitive;
 - la création et la mise en œuvre d'un compte et d'une page LinkedIn pour le Conseil;
 - la constitution d'une base plus robuste de données sur les intervenants (entre autres, les coordonnées d'environ 400 représentants des métiers et de l'industrie et celles de plus de 900 représentants des médias);

- des entretiens directs avec un certain nombre d'intervenants pour qu'ils contribuent à encourager les gens de métier et leurs employeurs à participer à la gouvernance de l'Ordre.

Nominations

En 2015-2016, le Conseil a fait au total 103 nominations, dont 43 nouvelles et 60 qui ont été renouvelées en prévision de l'expiration du mandat des titulaires concernés. À la fin de l'exercice, on comptait au total 364 nominations aux conseils d'administration de l'Ordre et à la liste des arbitres.

Le conseil d'administration de l'Ordre a le pouvoir de créer, d'ajuster ou de dissoudre le conseil d'administration d'un métier, déterminant ainsi si un métier sera représenté au sein d'un conseil d'administration. Les intérêts et la gouvernance des métiers qui ne sont pas représentés par un conseil de métier ou qui ne sont pas affectés à un métier existant sont gérés par le conseil sectoriel du métier. Le Conseil continue d'encourager l'Ordre à réaliser les améliorations anticipées pour les conseils de métier en 2016-2017.

- À la fin de 2014-2015, il y avait au total 257 postes ouverts au sein des conseils de métier (dont 181 que l'Ordre avait désignés comme étant « prioritaires »), dont la plupart continuaient à appartenir à des conseils regroupant des métiers qui, historiquement (avant la constitution de l'Ordre), n'étaient pas représentés au sein d'organismes similaires (comités industriels ou comités consultatifs provinciaux).
- À la fin de l'exercice 2015-2016, le nombre de postes ouverts au sein des conseils de métier avait baissé à 246, dont 172 dans les conseils de métier prioritaires (voir l'Annexe E, tableau A).

Pour la troisième année consécutive, le nombre total de conseils de métier, que l'Ordre avait indiqués au Conseil comme étant prioritaires, est resté inchangé, se maintenant à 81 pour l'ensemble des secteurs. Le nombre maximum de nominations à des conseils de métier est également resté inchangé, à 550 (dont 474 au sein de conseils prioritaires).

Autres activités et renseignements liés aux nominations :

- restructuration d'un formulaire de candidature unique pour créer des formulaires adaptés et distincts illustrant les exigences, les rôles et les responsabilités uniques des postes ouverts dans les conseils d'administration, les conseils sectoriels et les conseils de métier et sur la liste des arbitres;
- collaboration continue avec l'Ordre pour la diffusion de l'information concernant les nominations;
- amélioration des méthodes de rapport et de suivi des candidatures, des nominations et du recrutement, notamment le suivi et les alertes annonçant les fins de mandat, de façon à prolonger la période prévue pour l'examen et la gestion des nouvelles candidatures, ainsi que le processus de nomination;

- suspension du renouvellement des nominations à la liste des arbitres du Conseil pendant l'examen Dean et moratoire de l'Ordre sur les activités liées à l'arbitrage (examens de la classification des métiers et examens du rapport apprentis-compagnons d'apprentissage);
- traitement continu des lettres de nomination et courriels à tous les titulaires.

Voir le schéma du processus de nomination à l'Annexe B.

Mesures du rendement

Le Conseil reconnaît que le rendement ou les mesures du rendement organisationnel déclarées jusqu'à présent étaient fondés sur les activités, tant quantitatives que qualitatives. Au cours de l'exercice à venir, le Conseil s'engage à établir de vraies mesures du rendement dans le but d'élaborer des repères qui conduiront à dresser l'inventaire des domaines à améliorer.

Exigences énoncées dans la directive

La directive sur l'obligation de rendre compte des organismes et les nominations est une directive du Conseil de gestion du gouvernement, diffusée en vertu de la *Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement*. En tant qu'organisme de réglementation du gouvernement non régi par un conseil, le Conseil est soumis à certaines exigences, dont les suivantes :

- la production d'un plan d'activités pluriannuel;
- la production d'un rapport annuel;
- l'établissement d'un protocole d'entente;
- l'examen de l'évaluation des risques;
- l'examen du mandat;
- une attestation de conformité;
- l'affichage public de divers documents, notamment : un protocole d'entente, les plans d'activités, les rapports annuels et les renseignements sur les dépenses des membres.

4.0 Finances

Les membres du Conseil reçoivent des allocations quotidiennes pour les activités telles que les réunions et la préparation des réunions. Ils se voient également rembourser les dépenses engagées dans le cadre de ces activités, par exemple pour les déplacements et les repas. Les services administratifs dont le Conseil a besoin lui sont fournis par le ministère.

Coût	Prévision	Coût réel	Coût réel par rapport au budget Dépassement (Économie)
Déplacement	6 000	1 853	(4 147)
Allocations quotidiennes	18 375	15 848	(2 527)
TOTAL	24 375	17 701	(6 674)

5.0 Annexes

ANNEXE A : RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS	11
ANNEXE B : SCHÉMA DU PROCESSUS DE NOMINATION	13
ANNEXE C : PROFIL DES MEMBRES DU CONSEIL DES NOMINATIONS À L'ORDRE DES MÉTIERS .	14
ANNEXE D : DONNÉES SUR LES CANDIDATURES (EN DATE DU 31 MARS 2016)	17
ANNEXE E : DONNÉES SUR LES NOMINATIONS EN FIN D'EXERCICE 2015-2016.....	18

Annexe A : Résumé des activités des exercices précédents

2014-2015

La priorité du Conseil était de poursuivre les travaux entrepris lors des exercices précédents en appliquant les processus nouvellement élaborés et en affinant ceux concernant les candidatures et le renouvellement de la nomination des titulaires dont le mandat arrive à terme. Le Conseil a également recherché les activités de sensibilisation qui porteraient un message percutant aux gens de métier et aux parties prenantes de l'économie des métiers spécialisés. À cette fin, les formulaires de candidature ont été modifiés et l'accès public à l'information sur les postes vacants et les dates de fin de mandat a été amélioré.

En 2014-2015, le Conseil a fait au total 190 nominations, dont 43 nouvelles et 147 renouvellements de nomination pour les titulaires dont le mandat arrivait à terme. Le Conseil a poursuivi ses démarches pour encourager les candidatures et trouver des candidats pour répondre aux priorités de l'Ordre.

Le nombre total de conseils de métier est resté inchangé cette année par rapport à l'exercice précédent, se maintenant à 81 pour l'ensemble des secteurs : 24 dans la construction, 32 dans l'industrie, 10 dans le secteur de la force motrice et 15 dans le secteur des services. Le nombre maximum de postes à pourvoir par nomination au sein d'un conseil de métier a changé de façon marginale, passant de 546 à 550 en raison de l'augmentation de la taille des conseils de métier, comme l'avait exigé l'Ordre. Le Conseil a continué à encourager l'Ordre à examiner la liste des conseils de métier pour assurer que ceux-ci sont compatibles avec les activités et les besoins des métiers qu'ils représentent.

2013-2014

Le Conseil s'est concentré sur le nombre important de mandats arrivant à terme en 2013-2014 et a continué à travailler avec l'Ordre pour examiner le nombre de conseils de métier existants, leur taille et les métiers qu'ils regroupent.

Le Conseil a modifié et amélioré ses processus internes en prévision des mandats arrivant à terme et a également augmenté la consultation et la communication avec l'Ordre. De plus, le site Web du Conseil a été complètement restructuré pour assurer une plus grande clarté, une distinction plus nette entre le rôle de l'Ordre et celui du Conseil, ainsi qu'une présentation plus ordonnée, plus uniforme et visuellement plus attrayante.

Au total, il y a eu 151 nominations, dont 89 étaient des renouvellements de nomination pour les titulaires dont le mandat arrivait à terme. Le Conseil a continué à faire des

nominations en se fondant sur les priorités de l'Ordre, conformément aux demandes et aux directives de son conseil d'administration.

2012-2013

Le Conseil s'est immédiatement concentré sur les postes à pourvoir au sein des conseils de métier – il y en avait plus de 300 – et sur le supplément requis dans la liste des arbitres. Le Conseil a fait au total 70 nominations (56 nouvelles nominations et 14 renouvellements de mandat au sein de divers conseils; 11 nominations d'arbitres).

L'Ordre a demandé au Conseil d'ajuster la liste des conseils de métier et ceux qui ont été identifiés comme nécessitant une attention prioritaire, réduisant le nombre de conseils de métier de 111 à 81 et le nombre de postes à pourvoir par nomination à un conseil de métier de 576 à 472.

À la fin de l'exercice, 297 des 472 postes ouverts dans les conseils de métier avaient été pourvus.

2011-2012

Les principales activités comprenaient l'analyse des candidatures, les critères de sélection des candidats, l'équilibre des nominations et la sélection des personnes faisant l'objet d'une nomination. Les 21 postes ouverts dans les conseils d'administration et les 16 postes ouverts dans les conseils sectoriels ont tous été pourvus. De plus, le Conseil a pourvu 264 postes ouverts dans les conseils de métier et 27 postes ouverts sur la liste des arbitres.

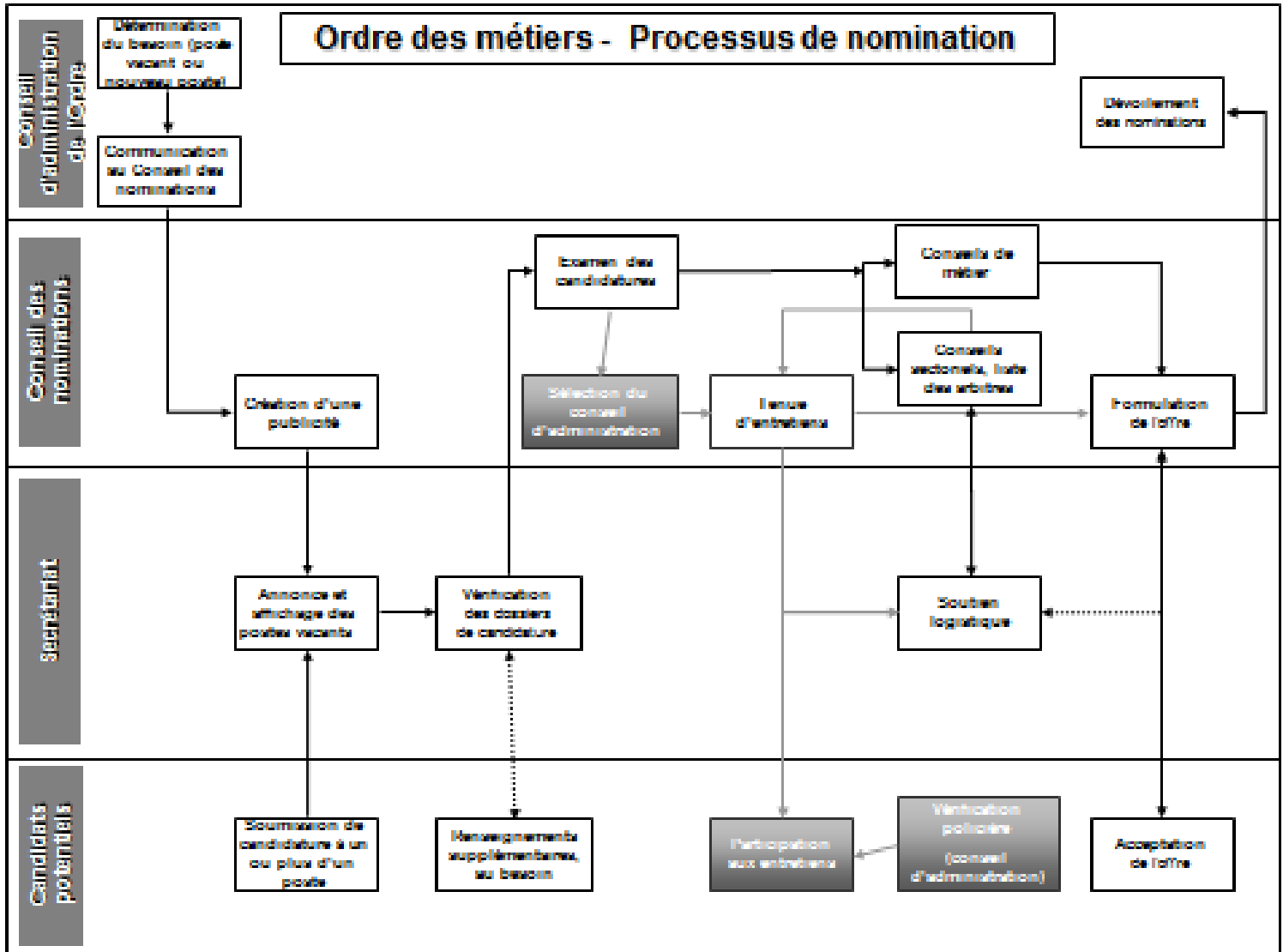
À la fin de l'exercice, il restait 312 postes non pourvus au sein de divers conseils de métier. Bon nombre de ces postes étaient au sein de conseils qui avaient reçu très peu de candidatures, voire aucune. L'Ordre s'est engagé à examiner les conseils dont les postes n'avaient pas été pourvus ainsi que les postes en question afin de déterminer les postes pour lesquels le Conseil doit continuer à rechercher des candidatures.

2010-2011 – Année de l'inauguration

Au cours de sa première année, le Conseil s'est principalement attaché à élaborer et mettre en œuvre les éléments suivants :

- des processus de fonctionnement et de nomination, leur contexte et leur cadre;
- des protocoles de collaboration avec l'Ordre;
- la sensibilisation des parties prenantes;
- les exigences, la procédure et le modèle s'appliquant aux candidatures;
- la recherche, la réception et l'organisation des candidatures;
- le site Web du Conseil.

Annexe B : Schéma du processus de nomination



Annexe C : Profil des membres du Conseil des nominations à l'Ordre des métiers

Tim Armstrong : président (du 14 juillet 2011 au 23 décembre 2015)

M. Armstrong est avocat spécialisé en droit du travail, médiateur et arbitre. Il a occupé différents postes de cadre dans la fonction publique, dont celui de président de la Commission des relations de travail de l'Ontario, de sous-ministre du Travail, de délégué général de l'Ontario pour la région de l'Asie-Pacifique à Tokyo, de sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, ainsi que d'expert-conseil en développement économique auprès du premier ministre de l'Ontario. Domicilié à Toronto, M. Armstrong est au service du Conseil depuis le 14 juillet 2011.

Karyn Brearley (du 27 mai 2015 au 26 mai 2018)

Karyn Brearley est chef de la direction et directrice générale de la Fondation Yves Landry et compte plus de 15 années d'expérience de cadre dans le milieu de l'éducation. Sa carrière l'a conduite à l'éducation des adultes dans les secteurs privé et public et, à présent, dans le secteur à but non lucratif. Elle milite avec ferveur pour encourager l'apprentissage continu et le choix d'une carrière dans les métiers et elle encourage les jeunes femmes à envisager les métiers spécialisés en tant que choix de carrière viable. Elle a siégé au comité du Prix ministériel pour la formation en apprentissage du ministère de la Formation et des Collèges et Universités, ainsi qu'au conseil d'administration du Collège Canadore, et elle siège actuellement au conseil d'administration de l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario. Domiciliée à Georgetown, en Ontario, M^{me} Brearley est au service du Conseil depuis le 27 mai 2015.

Patrick Dillon (du 19 mai 2010 au 18 mai 2016)

Patrick Dillon est directeur commercial et secrétaire-trésorier du Provincial Building and Construction Trades Council of Ontario. Il a été président exécutif de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité et est aujourd'hui membre de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Électricien certifié, M. Dillon est directeur et ancien président du Secrétariat ontarien à la construction et de la Construction Safety Association. Il est également directeur de DeNovo Treatment Centre et du Conseil consultatif des Services correctionnels du Canada. Domicilié à Hamilton, M. Dillon est au service du Conseil depuis le 19 mai 2010.

Ian Thomas Howcroft (du 27 mai 2015 au 26 mai 2018)

Ian Howcroft est vice-président de la division ontarienne des Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC, anciennement l'Association des manufacturiers canadiens). Il a rejoint les MEC en 1988 en tant que conseiller en politique des relations avec les employés. M. Howcroft est membre de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire. Ses affiliations professionnelles

comprennent les Centres d'excellence de l'Ontario, le Centre for Workplace Skills et Compétences Canada. Il est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université McMaster et d'un baccalauréat en droit de l'Université Western Ontario. Domicilié à Oakville, en Ontario, M. Howcroft est au service du Conseil depuis le 27 mai 2015.

Hugh Laird (du 19 mai 2010 au 18 mai 2016)

Hugh Laird est directeur général de l'Interior Finishing Systems Training Centre (IFSTC) et de l'Interior Systems Contractors Association of Ontario (ISCA). M. Laird a étudié le génie au Collège Seneca et suivi une formation en apprentissage de chaudronnier au terme de ses études. Il a terminé sa formation en 1974 et travaillé comme homme de métier et directeur commercial jusqu'à sa nomination à l'IFSTC et à l'ISCA en 1993. Au cours des 17 dernières années, M. Laird a exploité le plus grand centre nord-américain de formation à la pose de cloisons sèches, aidant des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes à mener à bien leur apprentissage. M. Laird a longtemps travaillé avec le gouvernement provincial pour faire avancer la formation aux métiers en Ontario. M. Laird est au service du Conseil depuis le 19 mai 2010.

Gail Smyth (du 19 mai 2010 au 18 mai 2016)

En tant que directrice générale de Compétences Canada-Ontario, Gail Smyth est un chef de file dans la promotion des carrières dans les métiers spécialisés et les technologies auprès des jeunes en Ontario. Elle a siégé au Conseil ministériel du curriculum, au comité national pour la promotion des carrières dans les métiers spécialisés et au Waterloo Business and Education Council. Elle a été conseillère en éducation coopérative auprès du Collège Conestoga pour des programmes comme la robotique, le travail du bois et les aliments et boissons. Domiciliée à Kitchener, M^{me} Smyth est au service du Conseil depuis le 19 mai 2010.

Allan West (du 19 mai 2010 au 18 mai 2016)

Allan West est vice-président et directeur du K. J. Beamish Group of Companies et s'occupe de l'estimation et de la gestion de projet dans le cadre de projets de travaux routiers depuis plus de 30 ans. Il est secrétaire-trésorier de la Coalition of Concerned Construction Employers et membre du Project Management Institute et, à travers son entreprise, de l'Ontario Road Builders' Association, de la Ontario Hot Mix Producers Association et de la Ontario Stone, Sand & Gravel Association. En 1986, il a travaillé avec la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario pour lancer un programme visant à encourager les femmes à entreprendre une carrière en construction routière. Domicilié à Ajax, M. West est au service du Conseil depuis le 19 mai 2010.

Teresa Weymouth (du 27 mai 2015 au 26 mai 2018)

Terry Weymouth est une coordonnatrice à l'éducation expérimentée au syndicat national de métiers spécialisés Unifor et compagne électricienne (construction et maintenance, code de métier 309A). Elle est passionnément engagée, par son éducation et par son exemple, dans la défense et la promotion des métiers.

M^{me} Weymouth contribue régulièrement à créer des débouchés pour les Canadiennes et les Canadiens en matière de formation professionnelle et de programmes de préapprentissage. Dans la communauté, elle siège au comité consultatif « We Succeed Beyond the Status Quo », axé sur la formation professionnelle des femmes en entreprise, et à celui du Projet Level Best (projet d'avancement des femmes), elle fait partie de la Canadian Association of Women in Construction et est membre du conseil d'administration du refuge pour femmes d'un centre d'accueil.

Norman Wolfson (du 19 mai 2010 au 18 mai 2016)

Norman Wolfson est président de Lecours Wolfson Ltd, une entreprise de recrutement au service de l'industrie nord-américaine de la restauration et de l'hôtellerie. M. Wolfson est actif dans cette industrie depuis 1980. Il est membre du comité consultatif de la rédaction du magazine *Foodservice & Hospitality* et a siégé au comité consultatif du programme de gestion hôtelière du Collège George Brown, à Toronto. Également membre de l'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, M. Wolfson a siégé au comité de sélection du Ontario Hostelry Institute pour le prix « Top 30 Under 30 » de 2005 à 2009. Domicilié à Toronto, M. Wolfson siège au Conseil depuis le 19 mai 2010.

Annexe D : Données sur les candidatures (en date du 31 mars 2016)

Tableau A¹ : Ensemble des candidatures

Nombre de candidats uniques depuis le début : 4 592

	Total	CAAT ²	Secteur public	Construction	Industrie	Force motrice	Services
Conseil d'administration	1723	101	196	510	321	406	188
Conseils sectoriels	851			315	195	222	119
Conseils de métier	3957			1450	860	1092	552
Liste	257			123	37	54	22
Total	6739	101	194	2380	1405	1761	873

(1) Il est possible que les totaux ne concordent pas en raison d'incohérences et d'omissions dans les renseignements fournis par les candidats.

(2) CAAT – Collège d'arts appliqués et de technologie.

Tableau B¹ : Données démographiques sur l'ensemble des candidats (conformément à l'article 63 de la Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage)

	Employeur	Employé	Homme	Femme	Centre	Est	Nord	Ouest	Petite	Moyenne	Grande	Syndicalisé	Non syndicalisé	Français	Bilingue
Conseil d'administration	555	814	1533	185	849	196	142	445	751	295	512	645	900	3	71
Conseils sectoriels	342	418	771	75	410	100	68	246	342	153	301	358	448	1	51
Conseils de métier	1094	2478	3583	367	1988	478	323	1060	1610	812	1299	1686	2016	14	168
Liste	108	110	233	18	104	24	24	72	82	41	73	102	102	2	16
Total	2099	3820	6120	645	3351	798	557	1823	2785	1301	2185	2791	3466	20	306

Note sur les tableaux ci-dessus :

(1) Il est possible que les totaux ne concordent pas en raison d'incohérences et d'omissions dans les renseignements fournis par les candidats.

Annexe E : Données sur les nominations en fin d'exercice 2015-2016

Tableau A : Nombre total de postes et nombre total de postes pourvus par nomination

GROUPE DE NOMINATIONS	NOMBRE DE POSTES		
	N ^{BRE} MAXIMUM DE POSTES (511)	POSTE POURVUS (340 ¹)	POSTES RESTANT OUVERTS (171)
Conseil d'administration	21	19	2
Conseils sectoriels	16	15	1
Conseils de métier ²	474	306	168
Liste des arbitres	S.O.	24	S.O.

¹ Le total exclut les personnes figurant sur la liste des arbitres.

² Les totaux pour les conseils de métier comprennent les conseils avec nominations actives seulement et excluent les conseils pour lesquels le recrutement a été reporté par l'Ordre.

Tableau B : Résumé du nombre total de postes pourvus par nomination (avec leur répartition démographique) en 2015-2016

Groupe de nominations	Nominations	N ^{bre} de nominations dans les conseils de métier	EMPLOI ^{1,2}				LANGUE ²			SEXE		EMPLACEMENT ^{2,3}				ENTREPRISE ^{1,2}			Diversité**	DURÉE DU MANDAT		
			Employeur	Employé	Syndicalisé	Non syndicalisé	Français	Anglais	Bilingue	Homme	Femme	Centre	Ouest	Nord	Est	Grande	Moyenne	Petite		1 an	2 ans	3 ans
Conseil d'administration ¹	19		8	6	6	8	0	18	1	15	4	8	7	1	2	8	3	3	2	1	5	13
Conseils sectoriels	15		8	7	10	5	0	14	1	13	2	9	3	1	2	12	1	2	3	0	7	8
Conseils de métier	306	47	155	151	176	130	1	280	25	274	32	158	90	34	37	134	77	95	39	36	57	213
Liste des arbitres ²	24		13	7	11	9	0	18	2	21	3	8	6	4	2	8	3	9	2	0	5	19
TOTAL	364	47	184	171	203	152	1	330	29	323	41	183	106	40	43	162	84	109	46	37	74	253

¹ Cinq postes au sein de conseils d'administration (1 dans un CAAT et 4 dans le secteur public) ne sont pas pris en compte dans les données des catégories Emploi et Entreprise.

² Les quatre titulaires qui représentent la Commission des relations de travail de l'Ontario sur la liste des arbitres ne sont pas pris en compte dans les catégories de données Emploi, Langue, Emplacement, Entreprise et Diversité.

³ Certains titulaires représentent plus d'un secteur.

Tableau C : Résumé (et répartition démographique) des nominations faites en 2015-2016

Groupe de nominations	Nominations	Nbre de conseils de métier avec nominations en 2014-2015	EMPLOI ^{1,2}				LANGUE ²			SEXE		EMPLACEMENT ^{2,3}				ENTREPRISE ^{1,2}				DURÉE DU MANDAT		
			Employeur	Employé	Syndicalisé	Non syndicalisé	Français	Anglais	Bilingue	Homme	Femme	Centre	Ouest	Nord	Est	Grande	Moyenne	Petite	Diversité**	1 an	2 ans	3 ans
Conseil d'administration ¹	4		2	1	2	1	0	4	0	3	1	3	1	0	0	2	0	1	1	0	2	2
Conseils sectoriels	7		4	3	4	3	0	6	1	6	1	5	1	0	1	6	0	1	0	0	3	4
Conseils de métier	89	23	39	50	46	43	0	82	7	76	13	45	31	8	10	43	20	26	8	2	30	57
Liste des arbitres ²	3		1	2	2	1	0	3	0	3	0	0	0	2	1	2	0	1	0	0	0	3
TOTAL	103		46	56	54	48	0	95	8	88	15	53	33	10	12	53	20	29	9	2	35	66

¹ Cinq postes à des conseils d'administration (1 dans un CAAT et 4 dans le secteur public) ne sont pas pris en compte dans les données des catégories Emploi et Entreprise.

² Les quatre titulaires qui représentent la Commission des relations de travail de l'Ontario sur la liste des arbitres ne sont pas pris en compte dans les catégories de données Emploi, Langue, Emplacement, Entreprise et Diversité.

³ Certains titulaires représentent plus d'un secteur.

Conseil des nominations à l'Ordre des métiers, organisme provincial du gouvernement de l'Ontario

Pour en savoir davantage, s'adresser au :

Conseil des nominations à l'Ordre des métiers
400, avenue University, 10^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1T7

Téléphone : 416 326-3657 ou 416 326-3651

Courriel : appointments.council@ontario.ca

Site Web : www.cot-appointments.ca